

Le Ziriziry¹ Club ouvre ses portes

Tribune.com du 07/09/09 – Tribune libre de Ndimby A.

Une vieille 2CV rouillée mais généreusement repeinte ne devient pas une Rolls-Royce, et reste une 2CV rouillée, même maquillée. Pour essayer de faire avaler la pilule, Andry Rajoelina a tenté de noyer le côté unilatéral de sa décision sous une proposition de main tendue envers « tous les Malgaches de bonne volonté ». Cela ne trompe personne.

Ceux qui avaient eu l'espoir que Monja Roindefo et Andry Rajoelina allaient écouter la voix de la raison et garder une porte ouverte pour le consensus en seront pour leurs frais. Le premier, prisonnier de son *ego*, a pesé de tout son poids pour imposer son maintien. Le second, chef de mouvance mais sous la coupe de ses partisans et alliés, ne peut faire autrement que maintenir le *statu quo* et sauvegarder le ticket de la Place du 13 mai. En sachant que ce sera la voie la plus pénible pour la population Malgache. L'annonce d'Andry Rajoelina est donc un gigantesque bras d'honneur, aussi bien envers les Malgaches qui escomptaient une sortie de crise, qu'envers la communauté internationale. La recherche d'apaisement pour convaincre vers un ticket consensuel était donc vaine [...].

Triptyque non convaincant

On ne change pas donc pas une équipe qui perd : le ticket Rajoelina - Monja ayant échoué à se faire reconnaître depuis, comment va-t-il opérer pour réussir avec la même méthode ? On retourne à la case départ du 17 mars, avec Andry Rajoelina à Ambohitsirohitra et Monja Roindefo à Mahazoarivo. Des autorités *de facto* qui ne sont pas reconnues par une partie de la population et les Capitales étrangères, et qui tentent malgré tout de convaincre que leur pouvoir est, malgré les apparences, basé sur le triptyque consensualité, inclusivité et voix du peuple. Or rien n'a changé depuis le 17 mars, et l'esprit de réconciliation de Maputo, perçu il y a un mois comme une éclaircie, est même passé à la trappe.

Primo, il n'y a de consensus qu'au niveau des revanchards contre le régime Ravalomanana. Si la réalité de la transition ne souffre plus d'aucune discussion, sa gestion consensuelle est nécessaire à une mise sur de bons rails de cette fameuse IVème République. Sinon elle ne sera que la République des anti-Ravalomanana, comme l'essence de la IIIème République était d'être celle des anti-Ratsiraka. Autrement dit, basée sur un instinct destructif d'aigreur, de frustration et de soif de revanche ; et non sur une volonté constructive d'un nouveau Madagascar.

Secundo, des TIM défroqués se sont empressés de faire le V de l'écrevisse orangée sur la Place du 13 mai ou dans les assises régionales, au nom de leurs propres intérêts personnels. Mais ils ne représentent qu'eux-mêmes, et pas leur famille politique. *Idem* pour certains pro-Zafy ou pro-Ratsiraka. Pour faire croire que le consensus est en place, Monja Roindefo, le Premier ministre inamovible, sortira donc de ses tiroirs le nom de quelques ex-KMMR, ex-AREMA et ex-Forces Vives Rasalama, dont l'obtention de postes résoudra leurs problèmes existentiels et matériels. Et comme à Madagascar les moeurs politiques font qu'on se place toujours dans la mouvance au pouvoir (*tsy misy mitaingina soavaly be tongotra*), de tels transfuges peu scrupuleux ne devraient être difficiles à trouver. Les trois autres mouvances présentes à Maputo ont toutefois déjà fait savoir qu'elles ne participeraient à cette mascarade de consensus unilatéral. Rendez-vous ce jour, expiration des 72 heures accordés à la formation du Gouvernement d'union des hâtifs avec eux-mêmes, pour voir la nouvelle fournée de retourne-veste.

Tertio, et nous l'avions démontré dès le 3 mars 2009, une Place du 13 mai, et *a fortiori* un parc d'Ambohitsirohitra, n'est qu'une foule et non le peuple. Celui-ci ne s'exprime qu'à travers les urnes. Albert Zafy (1991), Marc Ravalomanana (2002) et Andry Rajoelina (2009) sont donc coupables d'avoir développé et fait perdurer le schéma stupide et populiste qui a dévoyé la démocratie vers cette pseudo voie directe et manipulée. A leur manière, ils ont été les fossoyeurs d'une certaine idée de la République en faisant régresser les acquis du Droit Constitutionnel. Si le Droit et les convictions des juristes prennent une géométrie variable pour mieux cirer les pompes des putschistes, où ira ce monde ? Pour en revenir à 2009, prendre le pouvoir en usant de l'intimidation des armes de mutins motivés par *on-ne-sait-trop-quoi*, n'est plus ni moins qu'un déni des avancées des Droits de l'Homme, au profit du Droit de la jungle : celui où la loi du

¹ Ziriziry : tiré de *Miziriziry*, verbe qui signifie s'entêter

plus fort est toujours la meilleure. Incapable de nous convaincre par la force de vrais arguments, le TGV veut s'imposer par l'argument de la force. Accepterons-nous alors de redevenir des Mowgli en 2009, comme nous l'avons fait en 1991 et 2002 ?

Portes ouvertes vers la catastrophe

Andry Rajoelina souhaite que son coup d'Etat soit adoubé par l'opposition et validé par la communauté internationale. Or ses principaux piliers, la manipulation soutenue par l'argent et l'intimidation par les armes ont montré leurs limites, malgré une certaine efficacité au début. Maintenant, le consensus unilatéral que Andry Rajoelina et les marionnettistes hexagonaux veulent faire avaler ne passe pas dans toutes les gorges. *Ziriziry* politique, mais aussi *ziriziry* mafieux : les abus se succèdent, les dérapages s'égrènent, les rackets continuent : lire par exemple l'article très détaillé de nos confrères du Courrier de Madagascar sur la main basse faite par des bidasses sur un camion de scooters. Pendant ce temps, les caciques transitionnistes nous disent sans rire que tout est sous contrôle : dormez bonnes gens, tout va bien. Du moins pour l'instant.

Andry Rajoelina a donc choisi de persister dans le bras de fer avec ses opposants et la communauté internationale. Au nom du *tombotsoan'olon-tokana* (autrement dit lui-même), il a donc pris en parfaite connaissance de cause le risque de précipiter Madagascar vers un futur immédiat prévisible et inquiétant. Rupture avec les bailleurs de fonds à compenser par des schémas proposés par des apprentis-sorciers de l'économie comme sous Albert Zafy ; perte des marchés de l'AGOA et explosion du chômage ; désastre économique avec dépréciation de l'Ariary ; pénurie de riz et de carburant pour ne citer que ces aspects. Sans oublier les mafias inhérentes à tout *fanjakan'i Baroa*. Ce sera quand même cher payé pour que certains se fassent appeler « *Monsieur le Président* » ou « *Monsieur le Premier ministre* ». Quant aux conséquences politiques, on ne sait pas encore sous quelles formes la résistance va prendre forme : l'extrémisme et le jusqu'aboutisme de Rajoelina risque de ranimer le même comportement dans le camp d'en face. Espérons juste que la bataille restera celle des idées et des mots.

Quelques minutes après la répression d'Ambohitsirohitra (7 février) suite au machiavélisme de ceux qui avaient besoin de créer des martyrs, un des initiateurs directs de ce carnage était intervenu sur les radios en pleurnichant, mais avec des pleurs apparemment plus proches du théâtre que du réel. Quand viendra le temps de faire le bilan socio-économique de la décision annoncée vendredi, le même crocodile ressortira-t-il son mouchoir pour y verser ses larmes, et nous dire avec des sanglots cinématographiques dans la voix : « *Mitomany aho ry vahoaka malagasy* » ? Mais tout comme à Ambohitsirohitra, il aurait fallu y penser avant.